

“La Marche n’est pas qu’un combat d’immigrés ou de jeunes issus de l’immigration”

Entretien avec Samia Messaoudi

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2684>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2684](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2684)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 171-174

ISBN : 978-2-919040-24-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « “La Marche n’est pas qu’un combat d’immigrés ou de jeunes issus de l’immigration” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 20 mars 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2684> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2684>

ENTRETIEN

LA MARCHE N'EST PAS QU'UN COMBAT D'IMMIGRÉS OU DE JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION

ENTRETIEN AVEC SAMIA MESSAOUDI⁽¹⁾, réalisé par Mustapha Harzoune.

Hommes & Migrations : Quels ont été vos premiers contacts avec les marcheurs ?

Samia Messaoudi : En 1983, je fais partie de ceux qui vont créer Radio Beur. Il y a là Saliha Amara, Rachid Khimoune de l'Association de la nouvelle génération immigrée (ANGI), Nacer Kettane et d'autres qui deviendront des figures "historiques" du mouvement "beur". Ensemble, nous décidons de faire une radio qui soit l'expression de l'immigration, de son histoire et de l'histoire des quartiers, de la cité... notre histoire. La radio participe de la dynamique "*beautiful beur*" qui commence à se développer.

À l'été 1983, Christian Delorme et Toumi Djäidja viennent à Paris pour rencontrer les responsables associatifs et voir comment peut être relayé leur projet de marcher à travers la France pour dénoncer le racisme, parler d'égalité et affirmer que la France est diverse... Ils demandent à rencontrer la radio. Une réunion s'organise alors au Relais de Ménilmontant, dans le XX^e arrondissement de Paris, avec de nombreuses associations, dont l'Ango, l'association Beurs ici et maintenant de Levallois, dont j'étais aussi membre, des person-

nalités comme Mehdi Lallaoui ou David Assouline, et, bien sûr, Radio Beur que je représentais.

C'est à partir de cette rencontre que va se mettre en place le collectif d'accueil de la Marche. Je suis chargée de relayer la Marche pour Radio Beur. Dès le début, nous avons traité cette initiative non comme une brève mais comme le cœur même de la radio... À partir d'un pavillon de Montreuil d'où nous émettions, nous faisons des retours par téléphone et nous racontions ce qui se passait. Les grosses machines (syndicales, politiques, organisations de défense des droits de l'homme...) ont pris le train en route. Au début, elles n'y croyaient pas trop. Au départ, il n'y avait vraiment que quelques associations, quelques citoyens et militants. À l'antenne, nous parlions tous les jours de la Marche. Radio Beur était une radio associative : le micro était ouvert, quasi en permanence, aux auditeurs. Et, quand on ne parlait pas directement de la Marche, il y avait tous les jours des débats autour de l'immigration, de l'orientation professionnelle des jeunes, de la vie les quartiers, du racisme... Tout était prétexte pour parler de la Marche. D'autant plus qu'à chacune

1. Auteure, journaliste (Beur FM, *Clara Magazine*), responsable de l'association Au nom de la mémoire, Samia Messaoudi appartient à la première génération de militants associatifs issus de l'immigration maghrébine. Membre fondateur de Radio Beur, membre du collectif parisien pour l'accueil de la Marche de 1983, elle participa à plusieurs étapes de la Marche.

Samia Messaoudi est coauteure de *Paroles kabyles*, Paris, Albin Michel, 2000 ; *La Cuisine kabyle*, Aix-en-Provence, Édisud 2004 ;

Vivons ensemble. Pour répondre aux questions des enfants sur l'immigration (avec Mustapha Harzoune), Paris, Albin Michel Jeunesse, 2012.

© AGENCE IM³MEDIA

de ses étapes, les comités d'accueil organisaient des rencontres pour évoquer la situation locale. À la radio, c'était pareil : en écho à la Marche, je donnais la parole à des auditeurs qui racontaient comment ils vivaient localement telle ou telle question.

H&M : Quelles sont les revendications avancées alors ?

S. M. : L'égalité des droits. On est en 1983, soit deux ans après la promesse d'accorder le droit de vote aux immigrés par le candidat Mitterrand. Cette promesse n'a pas été tenue et pour le coup cette revendication a rassemblé tout le monde...

H&M : Quel est le lien entre le droit de vote aux immigrés et le fait qu'on assassine des jeunes dans les banlieues uniquement parce qu'ils sont basanés ?

S. M. : Un tonton flingueur tire à La Courneuve sur Tewfik Ouanes parce qu'il fait trop de bruit. Ce même de 9 ans, lui, il s'en fout si son père a

le droit de vote et que des jeunes traversent la France pour demander le droit de voter. On peut se dire que cela n'a pas de rapport, et pourtant, idéologiquement, il faut que cette partie de la France qui est raciste et qui décide de reléguer une partie de sa population entende et accepte l'égalité. La Marche dénonce ce racisme et, dans le même temps, demande l'égalité. Après, je peux avoir 18 ans, avoir le droit de vote et m'appeler Abdenbi Ghemiah, ce jeune de Châtenay-Malabry qui a été tué en sortant de la mosquée parce qu'il était arabe. Bien sûr, le tonton flingueur s'en fiche qu'il soit français ou algérien, mais je pense qu'idéologiquement la bataille contre le racisme et la revendication d'égalité sont liées. C'est pour cela que nous, trente ans après, on insiste : il ne s'agit pas de la "Marche des Beurs", mais bien de la Marche contre le racisme et pour l'égalité, j'insiste toujours sur ce dernier point parce que c'est un tout. La Marche est un combat social, elle n'est pas qu'un combat d'immigrés ou de jeunes issus de l'immigration.

H&M : On a fêté les 10 ans, les 20 ans de la Marche, on célèbre aujourd'hui les 30 ans. Avez-vous constaté des évolutions au cours des décennies dans ces célébrations, ou dans les thèmes et les formes retenus pour ces anniversaires ?

S. M. : Les anniversaires, les rendez-vous ont changé parce que la société a changé. Nous-mêmes, celles et ceux qui portent ce projet et ceux qui sont proches de la Marche, nous avons dix, vingt, trente ans de plus. Reste une différence, une évolution notable au cours des années, notamment chez les personnes qui soutiennent la Marche, sur le plan associatif ou individuellement : l'affirmation d'une volonté plus politique. Qu'est-ce qu'on a gagné depuis ? Que s'est-il passé ? Il y a encore des violences racistes, des propos racistes, des injustices, des discriminations, des peines de prison plus lourdes pour les jeunes issus de l'immigration, il y a toujours des contrôles au faciès... Trente ans après, le constat est amer. Pour les 10 ans comme pour les 20 ans de la Marche, il n'y a pas eu autant d'initiatives que pour ce trentième anniversaire. Je ne sais pas quelles sont les raisons politiques, mais ce que je sais, c'est qu'en 1993 et en 2003, les porteurs de la commémoration étaient essentiellement des associations, des militants, je pense à l'agence Im'média, à Mogniss qui a réalisé *Douce France, la saga du mouvement "beur"*, un documentaire qui revient sur les Minguettes et dresse le constat, en 1992, de la permanence des violences, du racisme, des injustices dans les quartiers, de l'absence de visibilité des jeunes issus de l'immigration dans l'espace politique... Autrement dit, ça n'a pas avancé, c'est toujours la même chose ! En 2003, on a fait deux jours à la Bourse du travail de Paris, j'ai parlé de la Marche à la radio, j'ai animé deux trois débats...

En 2013, il nous a semblé nécessaire de rappeler ce qu'étaient la situation et le climat en 1983. Les

militants d'hier se retrouvent à Paris, au Relais de Ménilmontant encore, pour dire qu'il est important d'inscrire la Marche dans l'histoire sociale de la France – il y avait quand même 100 000 personnes à Paris – et de s'interroger sur ce qui s'est passé depuis trente ans, parce que trente ans après, il y a encore des manifestations contre le racisme, le droit de vote pour les étrangers n'existe toujours pas, l'égalité des droits n'est toujours pas garantie.

Pour l'instant [août 2013], ces réunions ne rassemblent que des associations locales (Paris et régions). On retrouve les anciens, ceux qui étaient déjà dans le collectif de Paris (Mehdi Lallaoui, les gens de l'Angi, de la radio, Im'média et d'autres associations), des associations qui sont apparues depuis une dizaine d'années ou d'autres qui, dans les faits, avaient disparu, je pense au MIB, à Tarik Kawtari, un de ses responsables, qui va être porteur du Forum social des quartiers populaires ; il y a aussi l'association AC le feu qui est née après les émeutes de 2005 avec Mohamed

Mechmèche. Plus une vingtaine d'associations de quartier de la région parisienne... Et on s'aperçoit qu'on n'est pas tous sur la même longueur d'onde. Les anciens sont amers, selon eux il faut faire le constat qu'il y a encore du boulot, sur le droit de vote, etc., il faut enfoncer le clou, le dire dans un texte collectif et rappeler pourquoi nous marchions il y a trente ans et qu'aujourd'hui nous continuons à marcher parce qu'on n'a pas avancé. Au contraire, cela s'est durci et s'est envenimé dans certains quartiers. À cela, certains veulent ajouter une touche avec laquelle je ne suis absolument pas d'accord : la question de l'islam dans les quartiers. Donc, autour d'une table où l'on

Notre démarche est citoyenne, elle concerne l'ensemble de la société française, et la condamnation porte sur tous les actes racistes, toutes les inégalités que subissent notamment les jeunes des quartiers.

ENTRETIEN

entend commémorer les 30 ans de la Marche, on veut introduire le thème de la stigmatisation de l'islam. Personnellement, et au nom de l'association Au nom de la mémoire (ANM), avec d'autres aussi (AIDDA...), nous disons que ce n'est pas une marche pour dire qu'on stigmatise l'islam, mais une marche pour rappeler les revendications citoyennes, pour dénoncer le racisme, quel qu'il soit, et que nous ne sommes pas là pour rédiger un paragraphe dans un texte commun sur la stigmatisation d'une religion en particulier, que ce n'est pas l'objet de cette commémoration. Cela donne des discussions intéressantes mais vives, qui montrent que l'histoire a changé, que ces 30 ans ont produit également cette idée-là, une volonté d'exprimer une religion, des religions, parce qu'il n'y a pas que l'islam qui soit visible.

Je ne nie pas qu'il y ait des actes antimusulmans aujourd'hui et la nécessité de les dénoncer, sauf que la commémoration n'est pas le lieu pour cela. Notre démarche est citoyenne, elle concerne l'ensemble de la société française, et la condamnation porte sur tous les actes racistes, toutes les inégalités que subissent notamment les jeunes des quartiers.

H&M : Vous interprétez cela comme un dévoiement de la Marche, de l'esprit des marcheurs...

S. M. : Je le pense, d'une certaine manière. Pour l'instant [août 2013], il n'y a pas de détournement. S'il y a détournement, ce sera autre chose, et moi je ne m'inscrirai plus dans cette commémoration. Comme on est un certain nombre à se le dire, on fera autre chose... La particularité de ce collectif, c'est d'agir de façon unitaire. Nous sommes tous ensemble avec nos divergences, mais la base commune sur laquelle on se retrouve tous, c'est le retrait du religieux. Ceux qui sont pour le maintien de la question religieuse dans la commémoration et qui veulent absolument faire de

l'entrisme, s'ils l'emportent, il est évident que je partirai.

H&M : Quelle place occupent ces commémorations sur l'antenne de Beur FM en 2013 ?

S. M. : Trente ans après, Beur FM se fait à nouveau l'écho de la Marche et des commémorations, notamment à travers l'émission que j'anime. J'ai ainsi reçu, comme acteurs et parfois comme auteurs, Christian Delorme, Bouzid, Toumi Djaïdja, Marie-Laure Mahé-Garcia ou Mehdi Lallaoui pour l'association Au nom de la mémoire et comme membre du Collectif d'accueil de la Marche il y a trente ans. J'ai reçu aussi les organisateurs des rendez-vous de la Bellevilloise, des membres du MIB ou des associations de quartiers populaires... ou encore des élus socialistes, partie prenante, il y a trente ans, de la Marche : Malek Boutih ou David Assouline.

H&M : Êtes-vous de ceux qui pensent que SOS Racisme a été créé pour "récupérer" les retombées de la marche ?

S. M. : Nous, les militants, on savait très bien comment avait été construit SOS Racisme. Je pense qu'en partie SOS Racisme a été créé pour contre-carrer la dynamique associative citoyenne et politique des jeunes des quartiers, ça a été un rouleau compresseur mis en route pour les récupérer... Mais il n'y avait pas que SOS Racisme qui voulait les récupérer, l'extrême gauche aussi et, un peu plus tard, les candidats aux élections. C'est bien parce que les jeunes des quartiers représente l'avenir de la France, qu'ils sont les citoyens et les électeurs de demain, qu'Hollande et les autres vont les voir. Les populations des quartiers représentent une cible, un intérêt pour les politiques, mais voilà, ils calculent, ils hésitent, comme, par exemple, sur le droit de vote des étrangers : on balance, on avance, on recule... Mais le politique ne peut pas jouer sur tous les tableaux. ■